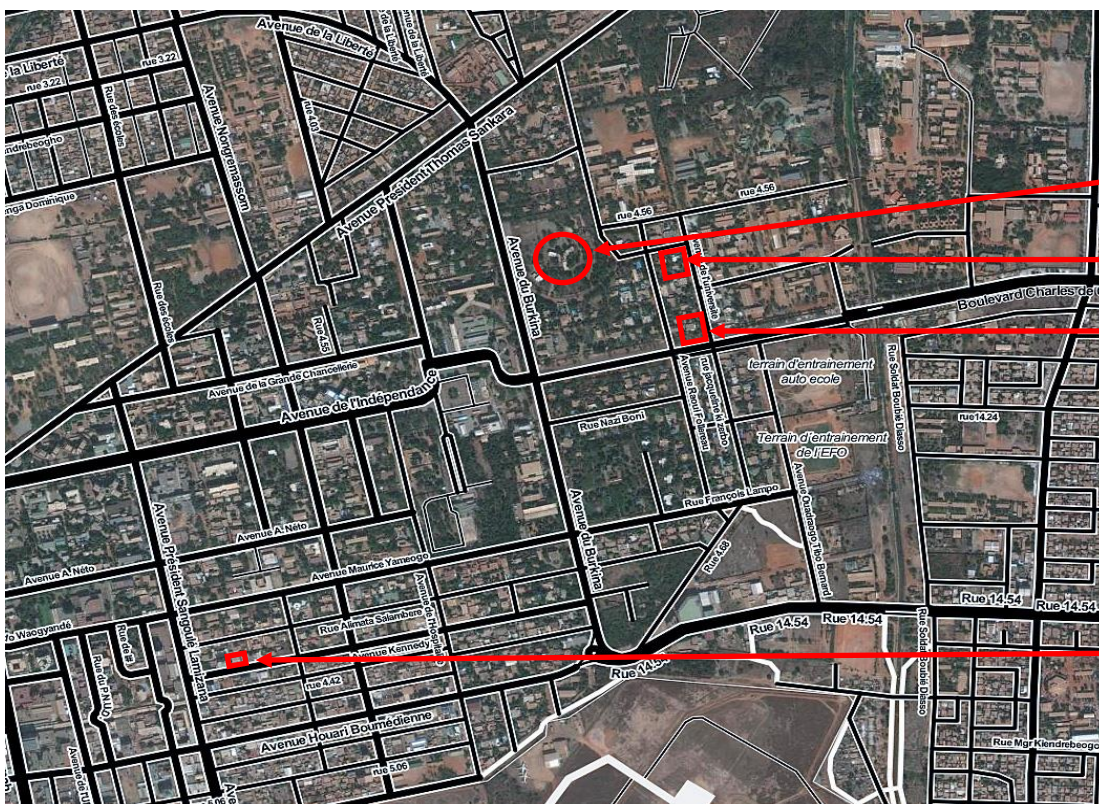


Le 15 octobre 1987 à Ouagadougou

Le cadre

Le 15 octobre 1987, Le président Thomas Sankara, dirigeant révolutionnaire du Burkina Faso, était abattu dans le périmètre du Conseil de l'Entente. Nous étions aux premières loges car notre maison se situait à environ 200 m du lieu de l'attentat (photo 1). A proximité, se trouvait également la maison de Robert Nicou, le directeur de l'agence régionale du Cirad où je travaillais. Tous deux, nous habitons dans la zone de sécurité de la présidence car Thomas Sankara s'était établi dans notre voisinage, au Conseil de l'Entente. La radio-télévision nationale nous avoisinait. Cela présentait des inconvénients. Pour rentrer chez nous, nous devions nous présenter à des postes de garde. En revanche, les pannes d'électricité étaient rares et rapidement résolues. De plus, nous n'avions pas à craindre les voleurs. Les bureaux du Cirad étaient, eux, situés à environ 2 km de nos habitations (photo 2).



Le Conseil de l'Entente
où Thomas Sankara a
été abattu

Notre maison

La maison de R. Nicou

Les bureaux du Cirad

Echelle : 200 m



Photo 1 : 1986 - Notre maison.



Photo 2 : 2010 - Les bureaux du Cirad.

L'ambiance

Depuis quelques semaines, il règne une ambiance étrange dans la capitale. Elle bruisse de rumeurs faisant état de tensions dans le groupe révolutionnaire dirigeant qui, en plus de son leader Thomas Sankara, comprend Blaise Campaoré, Jean-Baptiste Lingani et Henri Zongo. Pour sa sécurité, le président s'est attaché les services de Vincent Sigué (photo 3).



Photo 3 : Thomas Sankara au micro et Vincent Sigué arme à la main.

L'homme a une inquiétante réputation. C'est un métis Franco-Burkinabé qui, en treillis militaire et armé, fait office de garde du corps de Sankara. Il se dit qu'il en assure les basses œuvres. Sa haute et inquiétante silhouette apparaît de plus en plus souvent à l'aéroport où il scrute glacialement partants et arrivants. Dominique a un lien très indirect avec lui. Au club hippique, elle a acheté son cheval (photo 4). C'est un étalon blanc du nom d'Alpha, sans doute le meilleur cheval du club, très confortable à monter mais caractériel à diriger, notamment par les femmes qu'il supporte mal. Ces derniers temps, Sigué n'est pas venu revoir son animal. Il a bien d'autres préoccupations, dont celle d'organiser la sécurité personnelle de Sankara avec l'appui attendu d'une garde cubaine. Cette information de radio-trottoir devait avoir un réel fondement car c'est, à mon sens, ce qui a précipité les événements. Ainsi protégé, Sankara allait devenir difficile à éliminer.

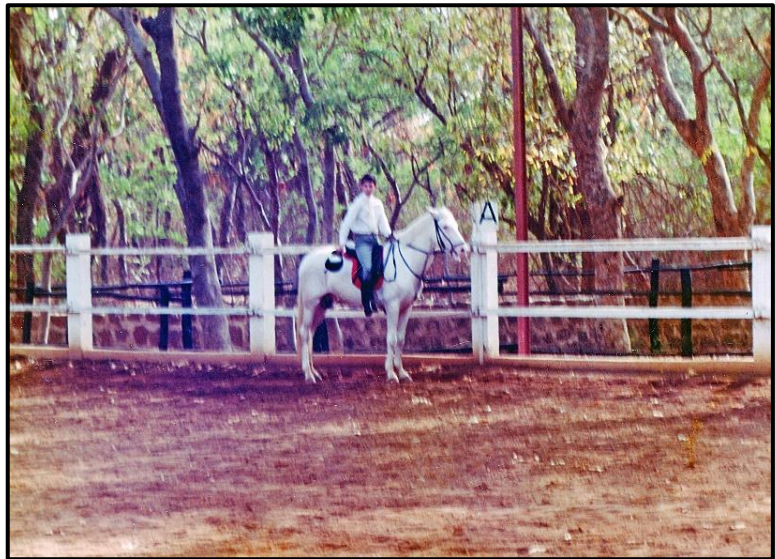


Photo 4 : 1991 - Guillaume sur le cheval ayant appartenu à Sigué.

Le 15 octobre 1987

C'est un jeudi. Dans l'après-midi, doivent se tenir les séances collectives de sport que la Révolution impose aux fonctionnaires de la capitale. Il n'y a pas classe ce jour-là. Guillaume et Bertrand sont à la maison ainsi que Dominique qui est attendue à une réunion à l'école française où elle est professeur. Ce qui n'arrive jamais avec elle, se produit : elle oublie de s'y rendre. Sans doute, une prémonition heureuse.

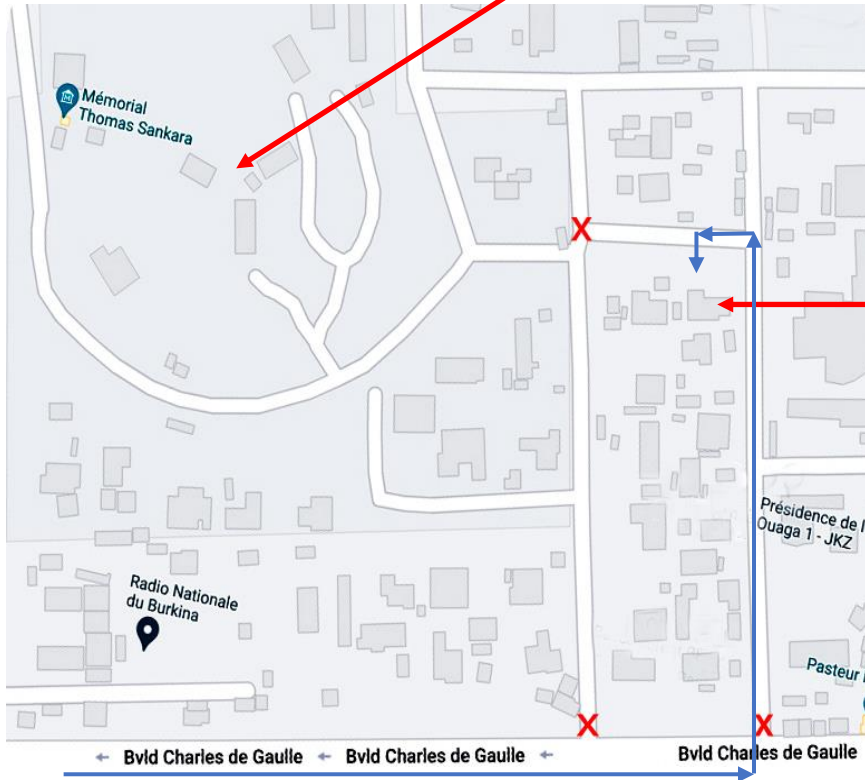
Je suis au bureau. Vers 16 heures, le téléphone sonne. Je décroche. Dominique m'apprend que des tirs nourris se font entendre tout à côté de chez nous, dans le périmètre du Conseil de l'entente, et que des soldats armés s'y dirigent. Elle est inquiète. Elle a mis les enfants à l'abri et me dit de revenir sans tarder à la maison. Au même moment, Madame Nicou appelle son mari pour les mêmes raisons. Robert et moi sortons du bureau pour voir ce qui se passe dans la rue. A notre grande surprise, regardant à gauche en direction des services administratifs de l'Etat et du Conseil de l'Entente, nous voyons une foule qui fuit les lieux en venant dans notre direction avec tous les moyens possibles de locomotion. Pas de doute, il nous faut rejoindre nos habitations avec la difficulté d'aller à contrecourant du flot humain.

Je monte dans ma voiture et prends la route de la maison avec circonspection en raison de la circulation affolée qui me fait face. Au fur et à mesure que je progresse vers le quartier de haute sécurité, la foule se raréfie. Je finis par être seul à rouler lorsque je passe devant la radio-télévision nationale. Il s'agit maintenant de tourner à gauche en passant un premier poste de garde. Je me demande si cela va être possible mais, en y arrivant, je découvre qu'il est abandonné. Je poursuis prudemment ma route pour faire les 300 à 400 m qui me séparent de la maison. Je me retrouve alors environné de militaires en arme qui m'accompagnent à pied dans ma progression. Ils ne prêtent pas trop d'attention à ma personne et ne s'opposent pas à mon déplacement. J'arrive au portail de la maison qui m'est ouvert par le gardien et me gare près du garage où se trouvent deux jeunes Burkinabès avec leur carriole de ramassage d'ordures tiré par un âne. Dominique, soulagée de mon arrivée, m'explique qu'elle les a accueillis pour leur sécurité. Elle me précise qu'elle avait été alertée près d'une demi-heure auparavant par une rafale de mitraillette. Elle avait d'abord pensé qu'un soldat du Conseil de l'Entente avait fait tomber son arme. Cependant les tirs avaient repris. Elle s'était dit que c'était plus sérieux que ce qu'elle avait pensé. Regardant dans la rue, elle, qui est fille de militaire, avait vu, marchant armés vers le Conseil de l'Entente, de nombreux soldats portant des bérets noirs inhabituels. Elle s'en était étonnée, ne sachant pas à quelle arme ils appartenaient. Ce n'est qu'après, qu'elle a compris que ces bérets, portés retournés à l'envers étaient la marque de ralliement des soldats à l'action en cours.

Le temps qu'elle me précise tout cela et de voir que les enfants sont bien dans la maison, les tirs cessent. Les petits éboueurs décident de repartir avec leur âne et leur carriole. J'ai alors une idée stupide. Je me dis qu'avec ce qui paraît être un coup d'état, nous allons être confinés plusieurs jours chez nous. Dans cette perspective, je pense devoir aller vite chercher de la lecture dans une librairie du centre-ville. Bien que Dominique me dise que c'est idiot et imprudent, je décide de partir à la suite des éboueurs. Ceux-ci s'en vont sans problème mais quand c'est à mon tour de sortir en voiture, un militaire pointe son arme dans ma direction, m'interdit de sortir par un « Rentrez chez vous, Monsieur ! » et ferme notre portail (photo 5).

5

Le Conseil de l'Entente où
Thomas Sankara a été abattu



Notre
maison

→ Mon parcours en
voiture

X Poste de contrôle

Echelle : 200 m



Photo 5 : 2011 - Le portail d'entrée de notre maison. Le garage est aperçu derrière le portail.



Photo 6 : 2011 - La vue à droite en sortant de chez nous avec, en face, la maison du représentant de l'Aéroflot.

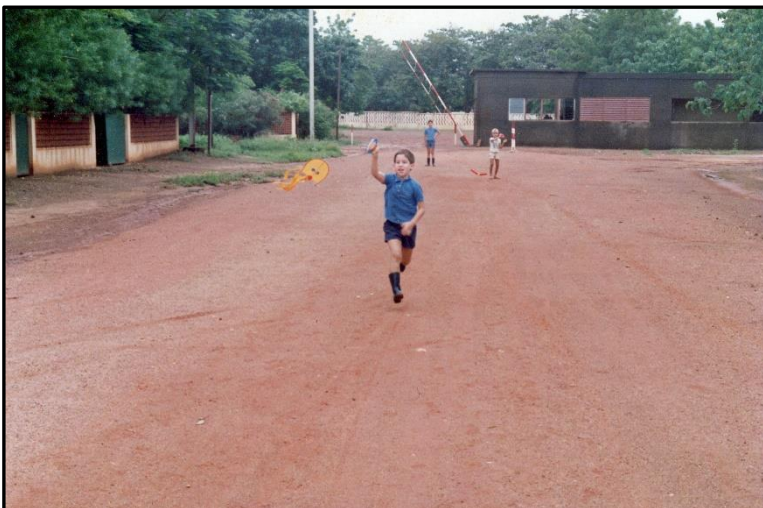


Photo 7 : La vue à gauche en sortant de chez nous avec le poste de garde à proximité. Le Conseil de l'Entente est en arrière-plan. La photo est postérieure à la mort de Sankara. L'ambiance apaisée permet à Bertrand et Guillaume en teeshirts bleus de jouer dans la rue avec leur copain, Volodia Netreba, le fils du représentant de l'Aéroflot.

Nous voilà bloqués dans la maison, ignorant ce qui se passe à l'extérieur. Nous nous mettons à l'écoute de la radio nationale. Celle-ci diffuse de la musique militaire. A 18 heures, Radio France internationale fait état de troubles militaires à Ouagadougou mais sans précision. A la nuit tombée, les tirs reprennent du côté du Conseil de l'Entente avec des balles traçantes striant le ciel nocturne de traits lumineux. Pas très rassurés, nous nous déplaçons dans la maison en passant courbés devant les fenêtres, histoire de ne pas prendre une balle perdue. Nous finissons par nous asseoir au sol dans la salle de bains, pièce avec une seule petite ouverture en hauteur. Les enfants gardent leur calme. Vers 20 heures, la radio nationale annonce la démission du président Sankara, la dissolution du Conseil national de la Révolution et la création d'un Front populaire dirigé par le capitaine Blaise Compaoré. Les tirs finissent par s'arrêter et finalement nous allons nous coucher. Au réveil tout est calme. Nous jetons un œil dans la rue qui a un aspect normal avec des militaires installés aux habituels postes de contrôle (photo 7). Les tirs de la soirée ne semblent pas avoir été occasionnés par des combats. Ils étaient destinés à faire rentrer les gens chez eux. Nous apprenons que le couvre-feu est instauré pour la nuit mais nous pouvons sortir dans la journée. Avant même que la nouvelle soit officielle, il se dit dans la ville, tétanisée et incrédule, que Sankara a été abattu au Conseil de l'Entente avec quelques autres de ses camarades.

Il faudra deux-trois jours pour que Ouagadougou retrouve un semblant d'activité normale sans que les détails de l'assassinat du président soient révélés. Il apparaît seulement que Blaise Compaoré, nouvel homme fort du Burkina-Faso, est l'instigateur du coup d'Etat. Jean-Baptiste Lingani et Henri Zongo sont à ses côtés mais en donnant le sentiment d'une molle adhésion aux événements. Par radio trottoir, nous apprenons que Vincent Sigué, fuyant en moto en direction du Ghana, a été abattu le 17 octobre près de la frontière. Certains bruits précisent même qu'on lui aurait appliqué le supplice du pneu passé au niveau de la poitrine et enflammé après avoir été aspergé d'essence. D'autres rumeurs font état de militaires partisans de Sankara, entrés en résistance. Le capitaine Boukari Kaboré est l'un d'eux. Il a pour surnom « Le Lion du Boulkiemdé », or le Boulkiemdé, où il est en poste, est une province proche de Ouagadougou. La station de Saria à 80 km de la capitale, s'y trouve. C'est là que j'ai l'essentiel de mes essais. Comme nous sommes au temps de récoltes, il me faut y aller. Une semaine après les événements, je m'y rends en voiture sans trop savoir si je vais avoir affaire aux hommes du « Lion ». L'aller et le retour se font sans difficulté, sans rien de particulier à signaler sinon que je ne croise personne sur la route. En quelques jours, l'activité habituelle reprend dans la capitale dont la jeunesse a cependant du mal à accepter la mort de son dirigeant charismatique.

Epilogue

Le 18 septembre 1989, accusés de complot contre Blaise Compaoré, Jean-Baptiste Lingani, ministre de la Défense populaire et de la Sécurité, et le capitaine Henri Zongo, ministre de la Promotion économique, sont arrêtés. Jugés dans la nuit, ils sont passés par les armes au petit matin. Il paraît que Blaise Compaoré dirigeait l'opération depuis l'aéroport prêt à partir si les événements avaient mal tourné pour lui.